Les propositions issues des États Généraux (Le Mans 21 avril)

Mettre en avant les images positives sur les migrants (ne pas pointer seulement la difficulté):
- Savoir prendre en compte les compétences acquises auparavant.
- Communiquer sur les situations positives (parrainages, démarches d'intégration réussies, …)
- Mettre en valeur les démarches citoyennes : Exemples du Comité d'accueil au Mans, des ateliers d'alphabétisation,…

Créer des liens :
- visites, déjeuners partagés, activités culturelles…

Rendre visible l'invisible :
- portes ouvertes dans un CAO
- Conseils de quartiers
- Constitution d'un collectif lycéen pour informer, et organiser des rencontres (soirées culturelles ,festives…)
- inclure des interventions de jeunes migrants dans les cours d'histoire-géo.
- Organisation d'événements pour faire comprendre les parcours, les difficultés, les souffrances vécues (sous forme "ludique" comme dans le jeu de la Cimade « Vis ma vie de migrant »).
-

Scolarisation des enfants :
- impliquer la DSDEN pour la mise en oeuvre d'un protocole de prise en charge immédiate
- impliquer la mairie (idem)
- prise en compte de la langue d'origine

Apprentissage de la langue :
- cours de français pour les adultes
- cours d'alphabétisation (en français et dans la langue d'origine)
- faire connaître ce qui existe comme dispositifs, augmenter les moyens pour répondre à la demande…
- possibilité de faire valider les VAE

Hébergement :
- Lieu d'accueil de jour et de nuit (réquisition de bâtiments inutilisés, auprès des bailleurs sociaux..)
- Diversité des lieux dans la ville pour éviter la concentration et les difficultés qu'elle peut engendrer (scolarisation par exemple).
- Possibilité de faire la cuisine, de mettre en place des cours de cuisine, d'échanges culinaires …

- Présence d'une équipe médicale et psychologique, en capacité de prendre en compte la dimension culturelle
- Présence de professionnels formés à l'aide (juridique, sociale, ….)
- Familles d'accueil rémunérées

Public particulièrement vulnérable
- Femmes seules : problème particulier lié au risque d'exploitation à caractère sexuel nécessitant une mise à l'abri systématique.
- Mineurs non-accompagnés : ressenti de manque de considération, possibilité de poursuivre les études en continuant à être pris en charge même une fois devenus majeurs. Demande de pouvoir apprendre la langue française dans les établissements (dispositifs allophones insuffisants.), prise en compte de leur parcours scolaire atypique (droit à l'erreur, adaptation des exigences scolaires).

Transport
- Poser la question de la gratuité, sans opposer les publics (gratuité pour tous comme cela se fait dans certaines villes, pour les plus démuni-es – à quel niveau situer la limite dans ce cas ?)

Communiquer :
Rendre publiques les histoires vécues

Droit au travail :
- statut particulier permettant un accès rapide à l'emploi (travaux en secteur rural par exemple)
- service civique pour les jeunes migrants
- dénoncer l'exploitation frauduleuse
- former les agents de Pôle Emploi à l'accueil des migrants
- Orienter vers les ONG

Coordination des associations/ Coordination des associations et des institutions.
Création d'un répertoire et d'un catalogue des actions proposées.

Constitution d'une caisse de solidarité (coûts des démarches…) , définir les modalités de sa gestion ?

Création d'un réseau d'interprètes solidaires bénévoles

Label Ville d'accueil, contre-pouvoir institutionnel
- développer les parrainages individuels ou de familles (pour faciliter l'intégration, et la scolarisation en particulier)
- organisation de visites, mini-bus…
- Création d'espaces citoyens dans les quartiers

Les manques :
- Educateurs, assistants sociaux, médecins…

Informer les migrants :
- point d'accueil pour orienter les migrants dans les premiers jours
- panneaux d'informations près de la gare (pour les migrants ou les gens auxquels ils s'adressent et qui ne savent pas quoi répondre), plaquettes, en plusieurs langues, voire pictogrammes.
- mise en place d'un parcours balisé.

Revendication Politique
Refuser l'évaluation de l'âge, ce n'est pas le rôle des travailleurs sociaux, ni des psychologues..

Décentralisation de la Cour Nationale des Demandeurs d'Asile (CNDA)

Projet de loi : Interpellation des politiques (sénateurs, député-es…)

Aide à la mise en oeuvre de micro-projets pour le retour au pays d'origine
Impliquer la société civile :
accompagner 1 heure par semaine…

Dénoncer les politiques économiques internationales qui génèrent les guerres, affament les populations, les poussent à fuir